

ÉPISODE CÉVENOL 49

Juin 2026

Un courant d'air et de rivière

Le fond de l'air est brun

Commençons par un petit quiz. Une marche aux flambeaux en rangs serrés et pas cadencés a eu lieu récemment, s'agissait-il : a) Du défilé traditionnel du 14 juillet sur les Champs-Élysées, b) De la descente à ski nocturne du pot d'accueil des vacanciers à Courchevel, c) De la manifestation nationaliste-identitaire du C9M (Comité du 9 mai) interdite par la préfecture de Paris et par le tribunal administratif ?

Bingo, réponse c) évidemment ! Malgré son interdiction, la marche organisée chaque année par le mouvement d'extrême-droite du C9M en hommage à un de ses membres décédé en 1994 a bien eu lieu. (1) Plusieurs centaines de nostalgiques du III^e Reich ont ainsi pu en toute impunité faire la fête autour d'un concert de métal néo-nazi, puis effectuer une procession au flambeau dans la commune résidentielle de Verrières-le-Buisson, au sud de Paris, remplaçant ainsi le parcours initial prévu dans le centre de la capitale. Flambeaux en main, saluts nazis, tambours des jeunes Hitlériennes, drapeaux suprémacistes..., une ambiance digne des années 1930 ou d'une procession du Ku Klux Klan.

Sûrement, pourrions-nous naïvement imaginer que les autorités n'étaient pas au courant de l'intention des organisateurs de contourner l'interdiction... (2) Des riverains choqués ont pourtant bien appelé la police nationale. Le maire s'est d'ailleurs dit « atterré » de cette venue pour le moins déroutante. Selon le quotidien Le Parisien, « la police s'est rendue sur place mais n'a relevé aucun débordement avant de quitter les lieux ». L'apologie des régimes fascistes ne semble donc pas en soi un débordement suffisant aux yeux des autorités... Ni d'ailleurs choquer les médias : si l'interdiction de la manifestation les jours précédents a été largement médiatisée (permettant ainsi de tempérer quelque peu le « deux poids, deux mesures » du gouvernement dans son traitement des « extrêmes »), sa tenue a fait l'objet d'un silence quasi total (3).



Pendant ce temps, le « village antifasciste », mobilisation initiée par de nombreuses organisations pour contrer la venue des nervis d'extrême-droite, était placé sous haute surveillance (quadrillage policier des accès à l'événement, verbalisation de journalistes présents sur place). De quoi réellement nous étonner en cette période de fascisation généralisée ? Chacun.e trouvera la réponse... L'heure est au ralliement de la droite à l'extrême-droite, et le gouvernement en place ne fait que renforcer un rapprochement entamé depuis déjà longtemps.

Ainsi, ces derniers mois observe t-on à la fois une répression accrue de toutes les mobilisations et revendications assimilées à la gauche, une imprégnation forte des

idées de l'extrême-droite dans le paysage médiatico-politique (tant dans leurs formes « institutionnelles » que « radicales »), et à un renversement total des valeurs. Il est dorénavant possible qu'une minute de silence soit observée pour la mort d'un militant néo-nazi au sein de l'assemblée nationale, alors qu'un hommage rendu à peine deux semaines plus tard par des militants de la CGT le 1er mai à Rennes à

l'un de leur camarade décédé est interrompu par l'intervention des forces de l'ordre qui sèment le chaos à coup de tonfa (4). Il est possible que les banquets franchouillards et racistes du « Canon français » bénéficient d'une indulgence médiatique (même lorsque quelques centaines de participants se lancent dans les rues de Caen en scandant des propos racistes et homophobes, pour certains le bras tendu), tandis que les organisateurs de free party sont criminalisés et que leurs fêtes se terminent sous les lacrymos (5). Il est possible qu'une personne se déclarant ouvertement raciste puisse tirer à la carabine sur des enfants d'un quartier populaire et ressortir du commissariat avec une simple convocation ultérieure. Il est possible d'interdire des conférences sur la Palestine dans les universités, et de réprimer pour « apologie du terrorisme » celles et ceux qui condamnent un génocide.

Ainsi, la gauche deviendrait antisémite, les antifascistes deviendraient les fascistes, les écologistes des terroristes, les migrants des envahisseurs..., et les doctrines de Pétain ou Maurras peuvent être citées sans vergogne sur les plateaux TV du service public. Mais la bataille n'est pas menée que sur le terrain médiatique ou culturel bien sûr. Ce sont aussi les multiples lois sécuritaires votées par des gouvernements de droite comme de gauche depuis des décennies qui conduisent à l'imprégnation des idées d'extrême-droite : l'état d'urgence de 2015 et sa transcription dans le droit commun, les lois répressives sur l'immigration, les lois sur le port du voile ou autres signes d'« appartenance religieuse », la loi séparatisme... et aujourd'hui le projet de loi Yadan ou Riposte.

Rappelons-nous, le fascisme n'arrive jamais seul au pouvoir. Hitler et Mussolini ont été appelés à gouverner par les dirigeants de l'époque (le président Hindenburg en Allemagne, le roi Victor-Emmanuel III en Italie) et leurs mouvements furent pleinement financés par les industriels et grands propriétaires terriens. Ce sont bien les gouvernements de droite alliés aux intérêts bourgeois qui dans les périodes de crise capitaliste (économique, sociale, écologique, politique) choisissent l'option du fascisme pour maintenir leurs intérêts lorsque l'impasse du système qu'ils défendent devient trop flagrante. L'ascension des nouvelles droites radicales partout dans le monde n'est donc ni fortuite, ni un stade ultime du capitalisme, ni le fait d'une « droitisation des esprits », mais bien la conséquence des politiques néolibérales et du racisme structurel entretenus et imposés depuis de trop longues années. Mais elle n'est pas irrémédiable.

Alors, un petit quiz pour conclure. Pour s'opposer à la fascisation en cours, faut-il : a) refuser fermement tout type de discrimination, de racisme, de xénophobie et d'exploitation b), s'opposer au durcissement autoritaire et aux lois répressives c) mettre un terme au néolibéralisme, au pillage post-colonial et aux profits capitalistes ? (plusieurs réponses sont possibles, ... et souhaitables).

[Fred]

Notes

1. Cette manifestation est l'occasion pour les néo-nazis de toute l'Europe de défilé dans les rues de Paris et affirmer leur propagande. A noter qu'il s'agit de la première fois depuis 2008 que cette marche est interdite.
2. Les néo-nazis étaient pourtant bien présents dès l'après-midi même dans les rues de la capitale. Au moins une agression a d'ailleurs été commise en pleine rue (notamment par un ancien militant du RN) envers un groupe de jeunes gens, dont une femme vivement frappée au visage recevant 5 jours d'ITT, au seul motif qu'ils étaient de « sales gauchos » à leurs yeux. Voir l'article de Daphnée Deschamps sur Streetpress du 13/05/2026.
3. Tout comme la descente de 150 hooligans au crâne rasé le 21 mai 2026 dans les rues proches du canal Saint Martin à Paris pendant laquelle les supporters de foot d'ultra-droite s'en sont pris aux passants et ont attaqué un bar faisant 6 blessés dont un grave. Dans la majorité des cas, les agressions commises par l'extrême-droite ne sont que très peu relayées médiatiquement. Voir l'article de Lou Brayet sur Streetpress du 22/05/2026.
4. Voir notamment : « Nantes : la police agresse l'hommage à un syndicaliste récemment décédé », Contre-Attaque, 2 mai 2026.
5. Voir notamment : « La répression du mouvement Free Party a une histoire », Contre-Attaque, 7 mai 2026.

OPA sur la pensée

Le diable a changé d'adresse

Pas un jour ne passe sans que n'apparaisse dans les médias la face insipide de Jordan Bardella. Ses romances, passées, présentes, futures, son code vestimentaire, ses origines, ses prises de parole... Du Jordan Bardella à toutes les sauces, ad nauseam.

Pas un jour ne passe sans qu'un nouveau sondage (1) ne l'annonce vainqueur des élections présidentielles. Ce matraquage s'apparente de plus en plus nettement à une campagne publicitaire dont la droite anticipe l'issue avec des scénarios de désistements annoncés du type « tout sauf LFI », ce qui mécaniquement induit un soutien au candidat d'extrême droite.



Pas un jour ne passe sans que, justement, LFI ne soit dénigré, diabolisé, traité par l'ensemble des partis de l'échiquier politique comme un parti des pestiférés. Quant à la fameuse « diabolisation » du RN, elle a bel et bien sombré aux oubliettes, même si en réalité pour la droite elle n'a jamais été qu'une feinte, une posture électoraliste. Ainsi un RN rajeuni, satiné, banalisé a réussi à s'introduire dans le cercle des gens fréquentables, le patron du MEDEF va même jusqu'à lui prêter son oreille, au cas où...

Certains se sont vite frottés les mains après la découverte de « drogue de synthèse » dans les effets de Rima Hassan. Quelle aubaine pour les « Rataillon » (2) et autres fachos qui se sont empressés de piétiner avec délectation une élue LFI, Mais voilà qu'il s'agissait d'une substance légale. Dommage ! Rima Hassan est attendue au tournant de toutes façons, elle coche toutes les cases pour subir l'acharnement des plus médiocres politicards.

Tout cela me rappelle les temps douloureux du Covid. D'ailleurs on évoque bien l'idée d'un « cordon sanitaire ». Autour de qui, au fait ? LFI ou RN ? Les deux, clament en chœur la droite, dont on ne voit guère de ligne de démarcation avec le RN, le centre, la gauche rose pâle ... Renvoyez-moi dos à dos tous ces extrémistes ! Sauf que le RN n'est plus considéré comme un parti extrémiste. Un consensus pervers s'est établi : Il n'est plus question désormais que de barrer la route à LFI.

Main basse sur la culture

Actuellement, quatre milliardaires notoires participent à l'assaut du champ culturel : Vincent Bolloré, Rodolphe Saadé (l'armateur de CMA-CGM détient RMC et BFM TV), Bernard Arnault (produits de luxe, Le Parisien, Les Echos) et Pierre-Edouard Stérin. S'attaquant à la racine, les trois premiers compères ont racheté, via un consortium l'École supérieure de journalisme de Paris en novembre 2024. L'affaire, considérée comme un précédent, n'a pas suscité beaucoup de réactions dans la presse, et pour cause... Cette école pourra former des journalistes sur mesure, conformes à la vision médiatique de ses actionnaires. Même si la direction s'en défend, il est difficile d'imaginer que compte tenu de ces nouveaux patrons l'enseignement ne sera pas orienté, et les contenus encadrés, voire censurés. Les étudiants sont sélectionnés par l'argent, grâce à des frais de scolarité annuels de 7 600 euros.

La galaxie Bolloré

L'offensive a débuté voici une dizaine d'années lorsque Vincent Bolloré s'est emparé d'Editis, puis de la presse « grand public ». Il lui a suffi d'allonger les millions. En vertu de la règle selon laquelle celui qui possède dirige, Bolloré dispose des pleins pouvoirs sur son tentaculaire fief comme il l'a récemment prouvé avec le limogeage brutal du PDG des éditions Grasset, Pierre Nora. Ce dernier aurait refusé de publier un récit du très réactionnaire cardinal Robert Sarah, proche de Bolloré (3).

Le milliardaire breton ne cache nullement un « projet civilisationnel » derrière ses entreprises. Son empire, qu'il gère avec ses fils, s'étend de Canal+ aux éditions Hachette, Grasset, Fayard, aux manuels scolaires, aux salles de cinéma UGC qu'il ambitionne de détenir à 100% d'ici 2028, à la presse, JDD, Valeurs Actuelles, Géo, Capital, Voici, Paris-Match... à la télévision, CNews (4), CStar...à la radio Europe1...aux Relay

Gare, etc...Les auteurs de droite et d'extrême droite, petits chouchous des éditions Fayard, peuvent se réjouir, leurs livres figurent opportunément en tête de gondole, aux côtés de l'omniprésente presse Bolloré dans les Relay Gare, réseau de vente implanté dans les gares TGV. Cette visibilité de premier choix constitue à la fois une immense manne économique et un puissant vecteur idéologique.

Du rifi entre Canal+ et des professionnels du cinéma

Dans le monde du cinéma, au moment de l'ouverture de la 79e édition du festival de Cannes, la mobilisation s'amorce enfin. Une tribune intitulée « Zapper Bolloré » signée par 600 professionnels paraît dans Libération puis sur Médiapart. Les signataires dénoncent l'emprise du milliardaire d'extrême droite, alertent des dangers de la concentration des financements sur la création cinématographique. La droite, libéralisme oblige, ne voit pas de problème. Seul un sénateur, apparenté les Républicains

plaide pour la nécessité d'un « encadrement » afin d'éviter un « capitalisme débridé » mais salue la réussite de Vincent Bolloré (5). Le directeur de Canal+ riposte à la tribune en annonçant le boycott des signataires et confirme ainsi le bien-fondé de leurs inquiétudes.

Le cas Stérin

L'entrepreneur Pierre-Edouard Stérin (ses sentiments patriotiques ne l'ont pas empêché de s'exiler en Belgique pour fuir l'impôt lors de l'élection de François Hollande) a fait fortune grâce à la Smart-Box. Il finance le projet PERICLES (6), think tank de soutien à des associations ultra-conservatrices dont l'objectif consiste à influencer les campagnes électorales. Notre magnat finance également des écoles et collèges d'enseignement catholique hors contrat avec l'Éducation nationale.

Catholique traditionaliste, admirateur de Donald Trump, proche du clan Zemmour, anti-IVG, défenseur d'une natalité blanche (avec femmes au foyer !), Pierre-Edouard Stérin s'est donné pour mission d'évangéliser la France, dans le sillage de son pieux copain Vincent Bolloré.

Stérin met la main au portefeuille pour divers événements culturels populaires destinés officiellement à promouvoir le patrimoine et les produits français issus des terroirs, avec pour associé un certain Arnault Montebourg, ex-socialiste « frondeur ».

De prime abord, l'initiative peut sembler louable. Mais quand apparaît le terme « tradition », il convient



de s'interroger. C'est dans l'optique de défense des traditions que « Le Canon français » été créé avec des fonds Stérin. Des banquets typiquement français sont organisés aux quatre coins du pays. On y mange ostensiblement de la charcuterie, on boit du vin, on s'amuse à la française, on porte volontiers un béret, des bretelles, une marinière pour l'occasion. Du franchouillard pur jus qui aurait comblé d'aise feu Jean-Marie Le Pen.

Point n'est besoin d'être très perspicace pour comprendre qu'il s'agit d'un affichage nationaliste qui recèle tous les ingrédients propices à une parade identitaire. Ce fut le cas lors d'un banquet à Caen, le 18 avril dernier où des propos racistes ont été enregistrés, des saluts nazis filmés. Évidemment, les organisateurs se disent apolitiques mais les participants eux ne le sont pas et l'argent provenant de Stérin ne relève pas de la pure philanthropie.

Sombre perspective

La prédation du champ culturel par les milliardaires de l'extrême droite résulte d'une démarche planifiée dont le dessein n'est autre que de saborder le multicul-

turalisme, tuer dans l'œuf les idées progressistes et favoriser par tous moyens l'arrivée de l'extrême droite au sommet d'un État, où Dieu, la famille, la patrie seraient des valeurs hégémoniques avec tout le cortège d'exclusions (sociale, raciale, religieuse, sexuelle...) que cela implique.

Les urnes ne feront que démontrer l'efficacité ou non de cette massive attaque sur les esprits.

[Danielle]

Notes

1. Il y aurait des chapitres à écrire sur la faculté des instituts de sondage à influencer l'opinion. Parfaitement ignare dans ce domaine, je relève toutefois que le groupe Havas détient l'institut de sondage CSA, lui-même détenu à 30% par Vincent Bolloré. A méditer...
2. En langue sud, un « rataillon » désigne un petit reste de nourriture, un « rataillon » de pain, de fromage, par exemple. Ce vocable me semble particulièrement adapté au Vendéen auquel je fais allusion.
3. Le Vent Se Lève, 19 avril 2026.
- 4-Sur Cnews, une équipe malsaine déverse en continu un venin discriminatoire, raciste et xénophobe qui ne mérite même pas le nom de journalisme. Outre Pascal Praud, on y retrouve Michel Onfray, qui semble avoir retourné l'ensemble de sa garde-robe, et le péremptoire Mathieu Bock-Côté, le plus réactionnaire des journalistes québécois.
5. Public Sénat, 12 mai 2026.
6. Acronyme pour : « Patriotes, Enracinés, Résistants, Identitaires, Chrétiens, Libéraux, Européens, Souverainistes ». On ne saurait être plus clair.

Misère de l'antifascisme ?... Ou la double peine

1 - Les pulsions fascistes ne peuvent se coaguler que dès lors les perspectives émancipatrices ont plafonné faute d'avoir dessiné un horizon crédible. Comme le dit la chanson, « *c'est reculer que d'être stationnaire* », dès lors, le fascisme (et son exaltation de "la loi du plus fort"), directement nourri par la société de compétition économique, peut prospérer sans retenue : défiance généralisée, « l'homme est un loup pour l'homme », « malheur aux faibles ! », stigmatisation des minorités, etc. sont ses leitmotifs.

L'avortement du projet révolutionnaire se paie doublement quand, pour contrecarrer la démagogie fasciste, il en vient à défendre le statu quo, comme moindre mal menacé par l'essor fasciste, et en conséquence, délaisse le combat sous ses propres couleurs (réorganisation égalitaire de la vie en société, suppression de la rémunération du capital, etc.) : en ce sens, l'antifascisme est porteur d'un décalage s'il ne combat que le fascisme et non la société qui l'alimente. L'antifascisme peut même devenir une diversion : le "politiquement correct" anti-RN occultant et détournant de la lutte nécessaire contre l'empoisonnement chimique, l'hégémonie du capital financier, l'asservissement salariable, le despotisme du numérique et de sa radicalisation via l'IA, etc. Un capitaliste de gôche (!?), Matthieu Pigasse, propriétaire de *Radio Nova*, donne libre cours à ses animateurs pour des diatribes salées contre la droite et l'extrême droite. Ce banquier d'affaires est pourtant du "gros calibre" : il vient, du fait de son expertise, de se faire confier le pilotage de la restructura-

tion de la dette de l'État du Venezuela (26 mai 2026) en accord avec le gouvernement Trump.

2 - Dans le quotidien « *le Monde* » daté du 14-15 mai 2026, une tribune libre signée par Benoît Heilbrunn, professeur de marketing (!), qui, après avoir fait un petit historique de la logique propagandiste - via Bernays, Lippman et Ellul -, expose comment « *la propagande n'est pas seulement une parole que le pouvoir adresserait aux foules pour les sé-*

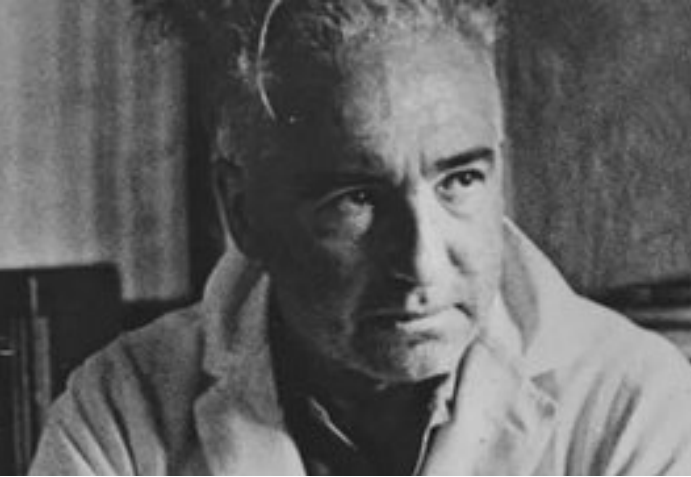
duire. Elle est le milieu même dans lequel les sociétés modernes respirent. Bref, une atmosphère. Elle n'arrive pas après coup pour déformer une conscience intacte ; elle travaille d'emblée les réflexes, les attentes, les sensibilités, les évidences disponibles. En ce sens, elle n'est pas l'accident de la démocratie, mais son élé-



ment : ce par quoi un monde trop vaste, trop rapide, trop opaque devient encore praticable pour des individus sans cesse sommés de s'orienter. La propagande est une béquille cognitive qui appareille le regard et permet de rendre le monde habitable. À partir de là, la question change de nature. Elle n'est plus : qui a raison, mais qui impose les formes à l'intérieur desquelles le discours social sera perçu ? Qui cadre ? Qui découpe ? Qui donne au

chaos un visage, à l'angoisse un objet ? Le premier pouvoir n'est pas de convaincre, mais de préformer le perceptible. L'extrême droite l'a bien intégré ».

Dans son livre « *Résistances affectives, les politiques de l'attachement face aux politiques de la cruauté* », 2025, éd. La Découverte, Chowra Makaremi ne dit pas autre chose (p. 62) : « *L'ordre démocratique en assignant les émotions à la sphère privée, laisse le terrain ouvert à ceux qui sauront les réactiver dans l'espace public. Le fascisme, dès lors, n'est pas une menace extérieure au corps social : il est la réactivation morbide d'un régime affectif que la société démocratique a produit mais rendu muet* ».



W. REICH analysait le fascisme comme peste émotionnelle

Un peu plus haut dans cette page, poursuivant l'analyse de Wilhelm Reich (« *la Psychologie de masse du fascisme* » 1933, réédité, éd. Petite Biblio Payot, 2015), notre autrice franco-iranienne avait remonté à la source : « (...) ce n'est pas l'excès d'émotions qui menace la démocratie mais une organisation sociale qui empêche leurs modes d'existence et de circulation collectives. Le fascisme vient alors offrir un exutoire – une mise en scène autoritaire de l'émotion – là où la démocratie libérale ne sait qu'insister sur un discours normatif de maîtrise et de rationalisation, sans cesse mis à mal dans l'expérience ». Faute d'avoir su traduire les affects des innombrables blessures de la sensibilité en émotions révolutionnaires et radicales (le refus de la brutalité capitaliste, la revendication de la beauté, le soin pris aux formes vivantes, le dégoût du labyrinthe numérique discriminatoire...) le camp émancipateur s'est embourbé dans une rhétorique de principes gestionnaires ou de garde-fous moraux.

Car, d'ailleurs, ce W. Reich avançait dans sa préface à la troisième réédition augmentée (1942) de son maître livre : « *Le « fascisme » est l'attitude émotionnelle fondamentale de l'homme opprimé par la civilisation machiniste autoritaire et son idéologie mécaniste-mystique. C'est le caractère mécaniste-mystique des hommes de notre temps qui suscite les partis fascistes et non l'inverse* ». (p. 16) poursuivant plus loin en enfonçant le clou : « *Le fascisme n'est pas, comme on a tendance à le croire, un mouvement purement réactionnaire, mais il se présente*

comme un amalgame d'émotions révolutionnaires et de concepts sociaux réactionnaires ». (p. 17)

Au même moment (et sans connaître W. Reich), le penseur inclassable Georges Bataille, qui fut un temps proche des surréalistes, publie en deux livraisons (novembre 1933 et mars 1934), dans la revue « *la Critique sociale* », fondée par des dissidents du Parti communiste, un article, « *la Structure psychologique du fascisme* » dans lequel il analyse « *l'incapacité de la société (...) de trouver en soi-même une raison d'être et d'agir qui la place dans la dépendance des forces impératives, de même que c'est l'hostilité sadique des souverains contre la population misérable qui les rapproche de toute formation cherchant à maintenir cette dernière dans l'oppression* ». À ces lignes datées font écho les volontés des démagogues (Trump, Macron, etc.) de se présenter comme candidats « anti-système », et le déploiement sadique de forces de répression contre les immigrants (l'ICE aux USA) ou contre les Gilets jaunes en France. G. Bataille en conclut : « *Le fait du fascisme, qui vient de mettre en cause l'existence même du mouvement ouvrier, suffit à montrer ce qu'il est possible d'attendre d'un recours opportun à des forces affectives renouvelées* ». C'est au même sentiment que parviendra quatre-vingt-dix ans plus tard Chowra Makaremi.

Depuis, le néo-fascisme a moins besoin de l'idolâtrie du chef puisque le fétichisme de la bagnole ou du smartphone ont fait miroiter une identification sociale autrement gratifiante.

3 - Le néo-fascisme, plus proche du silence des pantoufles que du bruit des bottes, est l'expression caricaturale d'un attachement suicidaire à un mode de vie, que le néo-fascisme fait miroiter comme mimétisme (démocratisation) de la vie facile des riches (jalousie du propriétaire d'être chez soi...). Prendre le dessus sur les temps mauvais en restant fidèles à « ses valeurs »... !

En fait, la fonction du fascisme, c'est de convertir les affects de l'angoisse généralisée provoquée par l'impasse de la société industrielle devant la dérive climatique et l'amplification des empoisonnements qu'elle a suscités - PFAS, perturbateurs endocriniens, pesticides, cadmium, plastique - en rejet émotionnel d'une contamination fantasmée (l'islam). On y retrouve la même translation qu'opérait le nazisme de prôner la pureté de la race pour mieux exterminer les impurs.

Au sentiment habituel chez les pauvres d'une existence sans horizon, s'ajoute dorénavant l'extension partagée avec d'autres classes sociales, d'être pris au piège d'une société apparemment hors de contrôle. Le paradoxe veut que de se sentir incarcérés, les individus égarés y nourrissent une surenchère "d'entre soi", et de repli identitaire.

L'expérience commune de courir après l'argent, avec l'organisation sociale qui s'ensuit et le dogme de la profitabilité qui accélère la frénésie, tout ceci est enfoui

sous une avalanche de mesures ubuesques de sauve-qui-peut, désarmant l'intelligence collective... Comme si le principe politique de faire plus d'argent à partir de l'argent (en asservissant les énergies disponibles, humaines et non humaines) était devenu plus naturel et intangible que le climat.

Quant au combat contre l'extrême droite, il ne devrait pas être difficile de démontrer qu'étant féroce-

ment anti-écologique – au nom du rejet de toute réglementation punitive ! - le néofascisme contemporain est par exemple pour l'empoisonnement, pour l'extension de la quasi épidémie de cancers qui touche de plus en plus la jeunesse... histoire de rapporter la propagande à ses conséquences concrètes !

[Tristan Vebens, 28 mai 2026]

Non à la militarisation des corps et des esprits

L'Empire frappe tous ceux qui ne se plient pas. Les divers fronts s'étendent et se durcissent : Russie, Palestine, Liban, Soudan, RDC, Iran, Cuba... avec des sanctions, des taxes ou... des bombes. La militarisation du monde prend de telles proportions qu'une guerre globale n'est plus improbable, d'autant plus que certains pays européens envisagent de plus en plus sérieusement une confrontation armée avec la Russie et s'y préparent.

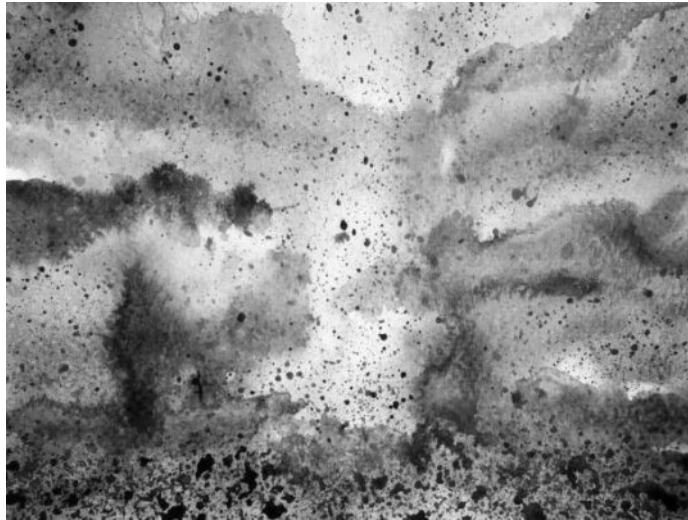
Le Président des Etats-Unis Donald Trump pousse à la course à l'armement. Au niveau de l'OTAN il a toujours considéré que les autres membres étaient des mauvais payeurs et en conséquence il a menacé début 2025 de ne plus garantir leur protection s'ils ne consacraient pas 5 % de leur PIB à l'alliance atlantique. L'engagement pris en 2014 était de 2 % et certains à l'instar de l'Allemagne et de la France restaient en dessous de ce taux. Entre temps, le prétexte d'une menace russe justifierait des hausses de budget militaire colossales et incite les gouvernements à renflouer les budgets défense en procédant à des coupes drastiques dans les dépenses publiques. Et pour le moment en France et ailleurs rares sont celles et ceux qui interrogent le sens de cette course à l'armement (1).

L'Union européenne n'est pas en reste. Depuis l'annonce de la suspension de l'aide militaire des Etats-Unis à l'Ukraine et la poursuite de la guerre contre la Russie, l'UE considère qu'il faut « renforcer sa souveraineté » en se réarmant. Le Plan « ReArmEurope » prévoit un programme d'armement de 800 milliards d'euros d'ici 2030 pour l'achat de matériel de guerre. Le plan projette des achats collectifs notamment des drones et des technologies d'artillerie, mais également des investissements dans l'intelligence artificielle, la cybersécurité et des technologies quantiques. Il s'agit d'un mécanisme qui permet de faciliter l'augmentation des budgets militaires nationaux des États membres, tout en tentant de conserver le cadre européen. Une

des dispositions préconise que les dépenses peuvent atteindre jusqu'à 1,5 % du PIB des États sans que ces sommes ne soient prises en compte dans leurs déficits nationaux (2). Cette mesure permettrait de générer 650 milliards d'euros sur 4 ans pour la défense. De plus, l'UE mettra à disposition 150 milliards d'euros sous forme de crédits avantageux pour l'achat d'armes alors que son budget n'est pas destiné à financer l'armement. SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute) a constaté que le réarmement de l'Europe est le principal moteur du commerce mondial des armes. « *Les dépenses militaires ont augmenté l'an dernier pour la 11e année consécutive, atteignant 2.887 milliards de dollars. Les importations européennes d'armement (avions, tanks, navires mais aussi radars et artillerie, notamment) ont ainsi bondi de 210% ces cinq dernières années* » (3).

La France participe de cette frénésie militariste en consacrant un budget de 436 milliards d'euros de 2024 à 2030 si la rallonge budgétaire de 36 milliards d'euros votée le 19 mai par le parlement est approuvée par le sénat. *La Revue nationale stratégique 2025* prévoit que « *l'évolution de l'environnement stratégique* », en particulier face à la Russie, « *oblige la France* » à « *accélér[er] son réarmement* » et « *à se préparer à l'hypothèse d'un engagement majeur de haute intensité dans le voisinage de l'Europe à horizon 2027-2030* » (4). Ces financements militaires ne peuvent être appliqués qu'en imposant des coupes drastiques dans les dépenses publiques ce qui d'ores et déjà est déjà le cas.

Pour anticiper de possibles oppositions populaires à l'appauvrissement programmé, la montée du chômage, la dégradation du système de santé et d'éducation, et autres renoncements de programmes écologiques ainsi qu'aux violations des libertés d'expression, des dispositions législatives ont été introduites et sont en cours d'adoption. Ainsi le projet de loi actualisant la



programmation militaire pour les années 2024 - 2030 prépare d'importantes restrictions pointées dans une tribune signée par de nombreuses associations (5). Elles dénoncent la création « d'un nouvel "état d'urgence", "l'état d'alerte de sécurité nationale" (article 21 du projet de loi), afin de passer en phase d'économie de guerre... sans guerre et de pouvoir déroger tant à la séparation des pouvoirs qu'aux règles de droit commun. » Pour pouvoir produire plus en cas de « menace grave et actuelle » un état d'exception économique pourrait être déclaré. Celui-ci « permettrait d'octroyer immédiatement des pouvoirs au gouvernement pour modifier des règles légales, sur tout ou partie du territoire » en matière environnementale et sociale qui entraîneraient des entraves aux libertés publiques.

La militarisation de la société est « en marche ». Le gouvernement l'y prépare depuis quelques années déjà en intégrant dans « la doctrine de la résilience nationale » (6), la nécessité de rendre disponibles et malléables les corps et les esprits. En premier lieu c'est à la jeunesse que s'adresse le concept de « réarmement civique » prôné par le chef de l'État. Le dernier texte de loi (7) établit que la « journée défense et citoyenneté » sera transformée en une « journée de mobilisation » dans le but de sensibiliser les jeunes aux activités militaires. De même qu'un « nouveau service national » volontaire d'une durée de 10 mois sera mis en place dès cet été. La première promotion sera constituée de 3 000 jeunes entre 18 et 19 ans. D'ici 2030 il est prévu 10 000 incorporations et 50 000 en 2035. Les volontaires doivent être motivés par la solde d'environ 800 euros par mois.

Mais au-delà de l'embrigadement des plus jeunes, c'est la société entière qui doit participer à l'effort de guerre. Il s'agit « de réunir et rendre utile l'ensemble des citoyens au service de la résilience de la Nation. Cela se traduit concrètement par : L'éducation, la formation et la sensibilisation aux risques majeurs, à tous les âges et dans chaque territoire, l'amélioration des dispositifs de réserve existants, ainsi que des volontariats, afin de disposer d'un vivier de compétences » (8).

Tandis que le président Macron multiplie les déclarations martiales (un « monde incertain » où « la force prime sur le droit » et où « la guerre se conjugue au présent ». « La seule façon d'éviter le danger, c'est de s'y préparer ») Fabien Mandon, chef d'état-major des armées martèle devant le congrès des maires de France le 18 Novembre 2025 en guise de préparation à une confrontation avec la Russie : « Nous avons tout pour dissuader Moscou. Ce qu'il nous manque, c'est la force d'âme pour accepter de nous faire mal pour défendre la Nation. (...) Il faut accepter de perdre nos enfants, de souffrir économiquement. Si nous ne sommes pas prêts à cela, alors nous sommes en risque. Il faut en parler dans vos communes » (9).

Et la préparation commence ici, en France où les populations sont confrontées et conditionnées à des scènes de guerre » lors d'exercices militaires tels

ORION en 2023 et 2026. Ce sont les plus importants exercices interarmées et internationaux sur le territoire français qui se déroulent tous les trois ans, durent plusieurs semaines avec la participation de milliers de soldats et l'utilisation d'un important arsenal militaire dans plusieurs départements. Ces exercices ont lieu dans des camps militaires mais également en pleine ville impactant la vie quotidienne de la population. En 2023 un débarquement d'une force amphibie était par exemple organisé dans la zone de Sète-Frontignan tandis que les soldats investissaient la ville de Cahors. En février 2026, l'exercice GEVAUDAN 26 a regroupé 700 militaires et 450 légionnaires de la Cavalerie du Larzac pour réaliser des manœuvres en Lozère et dans ce cadre se déployer dans la ville de Mende. A Saint Nazaire, ce sont 10 000 soldats qui ont été déployés dans le plus grand exercice militaire depuis la fin de la guerre froide (10).



Photo empruntée au journal en ligne Contre-attaque

Il est toujours temps de s'opposer à cette logique militariste qui finira par nous mener à la guerre. De nombreuses initiatives en Europe s'opposent à cette folie meurtrière qui va de pair avec une fascisation galopante de la politique et en appelle à la solidarité des peuples contre le capitalisme, le fascisme et la guerre. En France, une coalition, *Guerre à la guerre*, regroupe de nombreux collectifs et individus avec comme objectif de « désarmer la machine de guerre et relancer un anti-militarisme populaire ». Alors que du 15 au 19 juin 2026, se tient au Parc des expositions de Villepinte en Seine-Saint-Denis le plus grand salon d'armement au monde, un week-end de mobilisation, d'échanges, de rencontres, de formation et de festivité est organisé par la coalition avant l'ouverture du salon les samedi 13, dimanche 14 et lundi 15 juin 2026 (11). Au même moment, des dizaines d'organisations et collectifs rassemblés sur la plateforme « Stop Militarisation » organise avec le réseau international « StopRearm Europe » une manifestation à Bruxelles le 14 juin 2026. A nous de nous opposer à la « guerre globale contre les peuples » (12).

[Tissa]

Notes à la page 9

La politique de l'énergie annoncée par le gouvernement est-elle adaptée aux nouvelles conditions géopolitiques et climatiques ?

C'est dans la nouvelle Programmation Pluriannuelle de l'Energie censée guider sa politique de l'énergie jusqu'en 2035, que l'État précise ses intentions (<https://tinyurl.com/yka7c4r7>).

Pour l'essentiel la programmation prévoit de développer la production d'électricité nucléaire, de freiner celle des renouvelables, de limiter l'utilisation des hydrocarbures en électrifiant autant que possible l'essentiel des consommations d'énergie, sans qu'il soit question de sobriété.

L'objectif est de passer de 60 % d'énergies fossiles dans la consommation à 60% d'énergie dite décarbonée d'ici 2030, et 70 % en 2035.



Zones à évacuer en cas d'accident nucléaire

La construction de six nouveaux EPR annoncée par le gouvernement est confirmée, tandis que les renouvelables sont ralenties par un coup de frein sur le photovoltaïque et l'éolien terrestre.

L'Etat fait le pari d'une électrification progressive et massive de l'économie : véhicules électriques, pompes à chaleur, électrification de l'industrie, data centers, etc.

Notons que les partis de droite et d'extrême droite appellent à une relance importante du nucléaire, le Parti communiste le soutient également alors que les autres partis de gauche et écologique défendent le développement des énergies renouvelables.

Déjà on observe la cohabitation difficile entre le nucléaire et les renouvelables. L'irrégularité de la consommation (heures de pointes, vagues de froid ou de chaleur, etc.) et la production variable d'électricité renouvelable, imposent de diminuer fréquemment la production excessive des centrales nucléaires. En effet

une production d'électricité supérieure à la consommation perturbe le réseau avec un risque d'effondrement, ou nécessite de payer pour vendre cette électricité sur le marché européen libéralisé.

Cette modulation du fonctionnement des réacteurs pose le problème de leur vieillissement accéléré par les chocs thermiques provoqués par les ralentissements puis les relances de production. Un rapport d'EDF alertant sur les conséquences de l'intensification des variations de puissance des réacteurs atomiques, n'a discrètement pas été rendu public...

Cette politique de l'autruche ne traduit-il pas que nous aurions trop de nucléaire face au développement inévitable car moins nuisant et moins cher des renouvelables?

Les pays voisins n'ont pas ce problème en réduisant et sortant du nucléaire.

Commentaires critiques : Il paraît nécessaire de rappeler quelques notions de base très simples, indis-

cutables, bien que le plus souvent passées sous silence par les pro-nucléaires et dans les médias.

- **Prétendre que l'électricité nucléaire est une énergie décarbonée est un mensonge,** l'extraction extrêmement polluante du minerai d'uranium, son transport jusqu'en France, les différentes transformations chimiques entre diverses usines, la fabrication du « combustible », la construction des usines et

des réacteurs puis leur démantèlement difficile, enfin la gestion pour des milliers d'années des « combustibles » usés font de tout cela beaucoup de pollutions chimiques, de consommations d'énergie le plus souvent hydrocarbonées dégageant chaleur et gaz à effet de serre (dont la vapeur d'eau qui s'échappe des tours de refroidissement).

- **L'électricité nucléaire n'est pas la moins chère du marché,** loin de là, si on prend en compte son véritable coût incluant tout le cycle du combustible, la construction et le démantèlement des centrales et des usines, la gestion des combustibles usés extrêmement dangereux ! Voilà pourquoi mondialement la production d'électricité renouvelable se développe très vite alors que celle d'électricité nucléaire stagne.

- **Provoquant le surendettement d'EDF, le nucléaire plombe l'économie du pays*.** Déjà lourdement endettée, comment EDF pourra financer la centaine de milliards que coûteront les 6 nouveaux

EPR2 promis, alors qu'il y a déjà à assurer pour 110 milliards le « grand carénage » des réacteurs pour prolonger leur activité, le renouvellement des équipements nécessaires au cycle du combustible à la Hague, etc. etc. L'essentiel de ces investissements, improductifs car menacés par le bouleversement climatique ; sera à la charge des consommateurs et des contribuables. *

« *Le nucléaire va ruiner la France* » Laure Noualhat, *Seuil, 2025*



- **Le nucléaire est fragilisé par les bouleversements climatiques**, refroidissement des réacteurs compromis par les sécheresses caniculaires, inondations des sites nucléaires en bord de mer ou des fleuves.

- **Le nucléaire fragilise le pays** : En cas de conflit militaire chaque installation nucléaire peut être facilement bombardée provoquant une catastrophe atomique (on vit ce terrible risque en Ukraine où la centrale de Zaporijjia fait courir un risque à l'échelle européenne).

- **Le nucléaire n'assure pas l'indépendance énergétique** : Tout l'uranium est importé et pour une bonne part du géant nucléaire russe, Rosatom. Le peu d'indépendance énergétique du pays n'est apporté que par l'électricité d'origine renouvelable, utilisant l'énergie locale du vent, du soleil, de l'eau.

Quant aux installations éoliennes et solaires, une fois construites, elles fonctionnent,

- Sans avoir besoin d'être alimentées par un combustible, soleil, vent, eau y pourvoient.

- Sans produire de chaleur alors que les centrales atomiques n'arrivent à transformer qu'un tiers de la chaleur dégagée par la fission de l'uranium ; la chaleur des deux autres tiers rejetée dans l'eau ou dans l'air contribue notablement au réchauffement climatique.

- Sans produire de déchets, alors que les réacteurs atomiques génèrent des déchets nucléaires de très haute dangerosité et pour lesquels on ne dispose pas de solution convenable pour les gérer.

- Le démantèlement des installations renouvelables est beaucoup plus simple et sans danger, que celui des équipements atomiques devenus très radioactifs.

Et surtout l'électricité d'origine renouvelable revient **nettement moins chère** que celle d'origine nucléaire du fait des coûts du cycle du combustible, de la

construction et du démantèlement des centrales et usines, de la gestion des combustibles usés.

Voilà pourquoi **mondialement la production d'électricité renouvelable se développe très vite** alors que celle d'électricité nucléaire stagne, c'est le cas en Europe, pourquoi pas aussi en France ?

Le déficit d'EDF est abyssal du fait de ses investissements dans la production nucléaire d'électricité, ce qui implique de mettre à contribution les consommateurs et le budget de l'État. Aussi pour assurer le financement de la relance du nucléaire, **l'État se prépare à ponctionner une part importante des dépôts d'épargne** effectués sur les livrets A au détriment de la contribution à la construction de logements sociaux ! N'est-ce pas un scandale ?

Tout cela sans être sûrs que l'industrie soit capable d'assurer la construction de nouveaux réacteurs à des coûts et des délais raisonnables, au vu des difficultés à arriver au bout de la construction du réacteur de Flamanville, et des malfaçons de Framatome. Le pays n'a t'il pas perdu sa compétence dans ce domaine ?

La relance du nucléaire n'est donc pas une bonne solution. Un minimum de lucidité ne devrait-il pas conduire à une politique énergétique plus réaliste comme dans les pays européens voisins ?

[Annie et Pierre Peguin mars 2026]

Consulter en plus :

Enquête dans Alternatives économiques annonçant que les futurs réacteurs nucléaires pourraient coûter trois fois plus cher que prévu (2).

<https://www.alternatives-economiques.fr/nucleaire-enquete-sur-le-vrai-cout-des-futurs-epn/00117632>

Note de Global Chance, mise en ligne mi-décembre 2025 au sujet de la modulation des réacteurs:

<https://tinyurl.com/bddy79vf>

Global Chance a organisé un Colloque le Samedi 14 mars 2026 sur justement ce thème essentiel : « Notre système énergétique est-il adapté au monde qui vient ? » à l'Académie du Climat, Place Baudoyer – Paris 4e.

Et la réaction de Stéphane Lhomme de l'Observatoire du Nucléaire

« **une relance fictive et un crash inévitable**

<https://tinyurl.com/294hpdc>

Notes du texte: Non à la militarisation des corps et des esprits

1. Les 5% comprennent 3,5% consacrés au strict financement des armées avec l'aide à l'Ukraine, et 1,5% de dépenses indirectes, liées à la défense qui concernent aussi des infrastructures civiles pouvant servir aux armées : des routes, propagande, etc.

2. <https://tinyurl.com/5y2p9kzx>

3. <https://tinyurl.com/2udkr6dp>

4. <https://tinyurl.com/3v4nkv93>

5. <https://tinyurl.com/3byxh54z>

6. <https://tinyurl.com/ywp6wt35>

7. https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/textes/l17b2630_projet-loi

8. <https://tinyurl.com/ywp6wt35>

9. <https://tinyurl.com/ydpze5cd>

10. La ville, presque entièrement rasée pendant la seconde guerre mondiale, occupée par les nazis jusqu'en mai 1945, est durablement traumatisée, <https://tinyurl.com/3yhuj4an>

11. <https://tinyurl.com/25mn5u2v>

12. Selon le titre du livre de Mathieu Rigouste.

FORÊTS AGIR !



DIMANCHE 27 JUIN

ET SI ON PARLAIT DE NOS FORÊTS ?

**ACCUEIL À 9H30
SALLE POLYVALENTE**

**SAINT ÉTIENNE
VALLÉE FRANÇAISE**

**QUE FAIT-ON DE
NOS FORÊTS ?**

**BRÛLER DU BOIS
POUR PRODUIRE
DE L'ÉLECTRICITÉ ?**

**DES FORÊTS
VIVANTES POUR
DES TERRITOIRES
VIVANTS !**



**BUVETTE &
REPAS DU MIDI**



**ENTRÉE
PRIX LIBRE**



**contact:
forets-agir-48@proton.me
foretagir30@proton.me**